

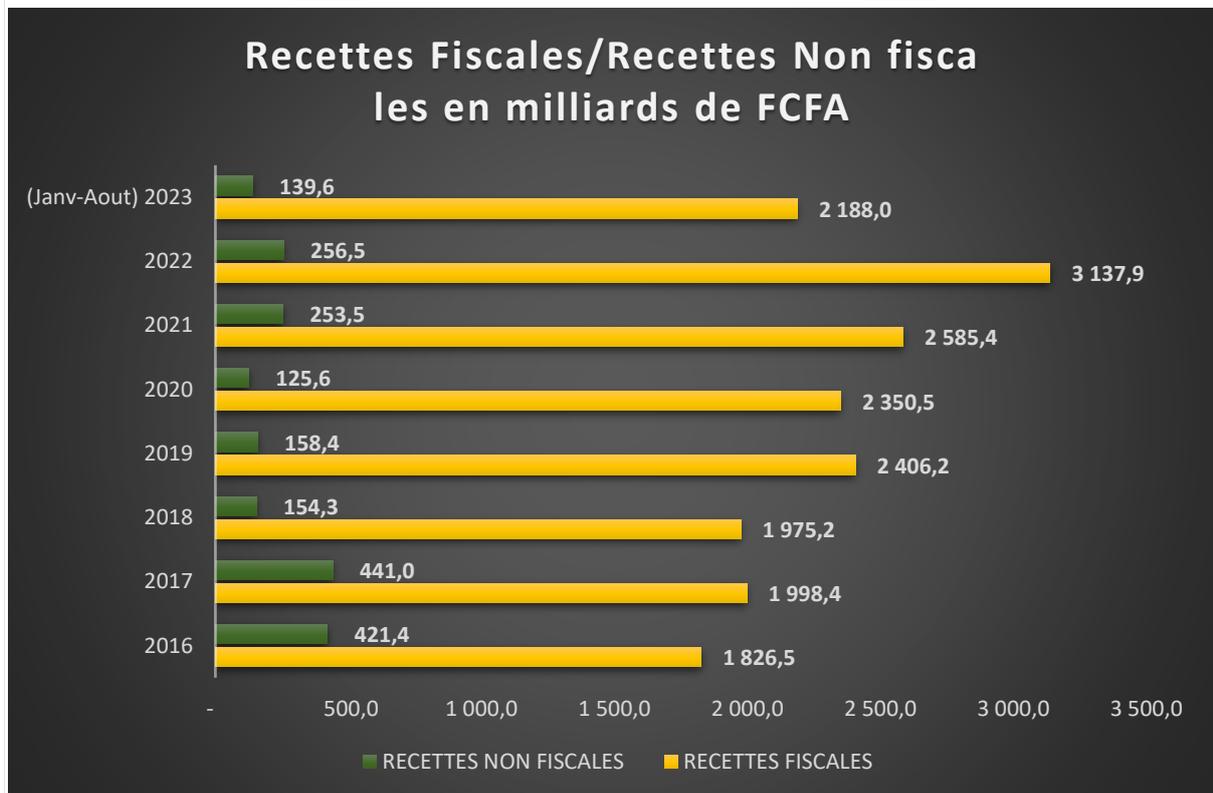
INTRODUCTION

Sources ANSD

Nature des Recettes	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	(Janv-Aout) 2023
IMPOTS DIRECTS	496,1	636,4	609,9	717,4	693,4	802,6	1 076,5	827,7
IMPOTS INDIRECTS (hors Fsiip)	907,4	1 007,0	1 272,7	1 573,3	1 357,7	1 596,4	1 925,1	1 256,9
RECETTES FISCALES	1 826,5	1 998,4	1 975,2	2 406,2	2 350,5	2 585,4	3 137,9	2 188,0
RECETTES NON FISCALES	421,4	441,0	154,3	158,4	125,6	253,5	256,5	139,6

1 -Recettes Fiscales et Non Fiscales

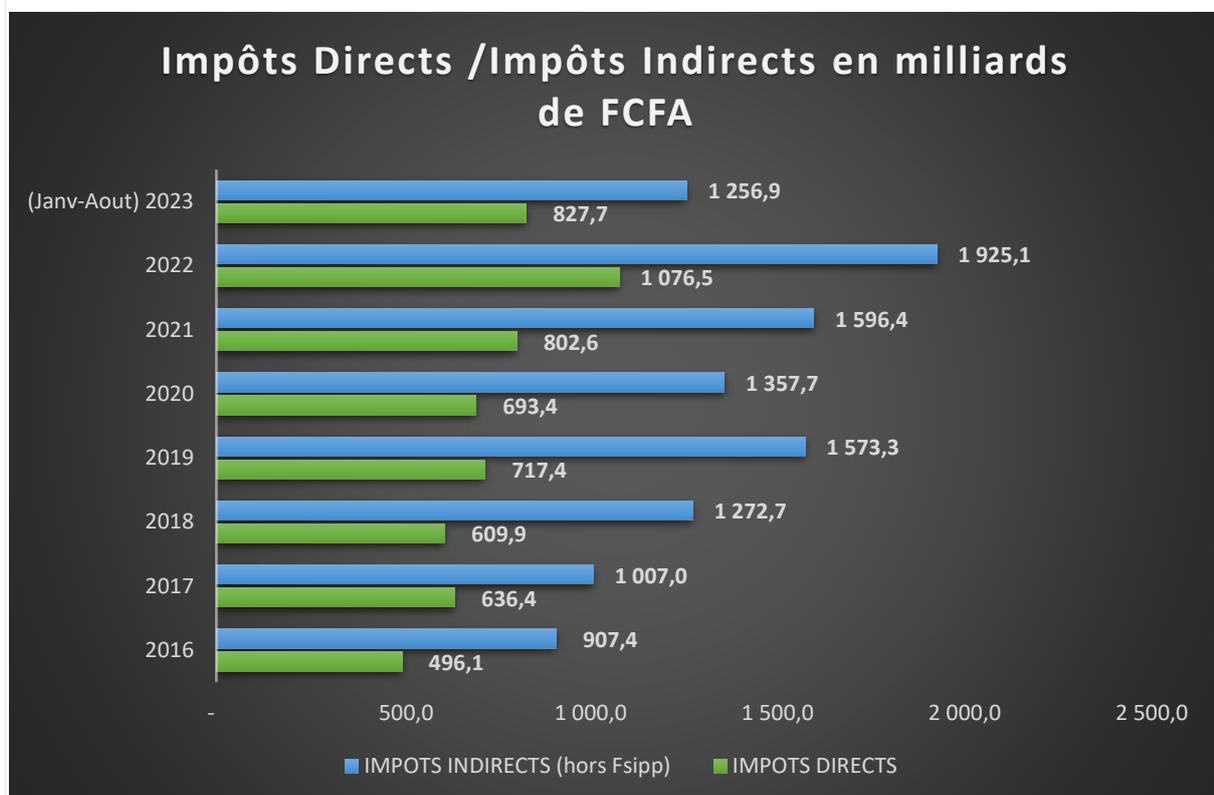
L'analyse des recettes fiscales et non fiscales du budget du Sénégal de 2016 à 2023 montre une tendance générale à la hausse pour les recettes fiscales, tandis que les recettes non fiscales présentent une volatilité marquée. Les recettes fiscales ont connu une augmentation notable, passant de 1 826,5 milliards de FCFA en 2016 à un pic de 3 137,9 milliards de FCFA en 2022 avant de diminuer légèrement à 2 188,0 milliards de FCFA de janvier à août 2023. Cette croissance reflète potentiellement une expansion de l'assiette fiscale et une amélioration de l'efficacité de la collecte des impôts. À l'inverse, les recettes non fiscales ont chuté drastiquement en 2018 à 154,3 milliards de FCFA, suivies d'une légère reprise, mais restent considérablement inférieures aux chiffres de 2016 et 2017, indiquant une possible réduction des revenus non fiscaux ou des changements dans les politiques de financement du budget.



En comparant les recettes fiscales et non fiscales, il est évident que les premières constituent la majeure partie des recettes du budget de l'État. La proportion des recettes non fiscales dans le total des recettes a significativement diminué, particulièrement en 2018, suggérant une dépendance accrue du budget de l'État aux recettes fiscales. La stabilité relative des recettes fiscales contraste avec l'instabilité des recettes non fiscales, ce qui pourrait indiquer une dépendance risquée aux sources fiscales qui pourraient être affectées par les fluctuations économiques.

2 -Impôts Directs et Indirects

Concernant les impôts directs et indirects, les données montrent une augmentation régulière des impôts directs de 2016 à 2022, avec une croissance particulièrement forte entre 2020 et 2022, passant de 693,4 milliards de FCFA à 1 076,5 milliards de FCFA. Cette tendance suggère une augmentation de la capacité contributive des citoyens et/ou des entreprises ou une politique fiscale plus efficace. Les impôts indirects ont également augmenté de manière significative, surtout entre 2017 et 2019, où ils sont passés de 1 007,0 milliards de FCFA à 1 573,3 milliards de FCFA, indiquant peut-être une consommation accrue ou une amélioration de la collecte de la TVA et d'autres taxes indirectes. Toutefois, il y a une baisse remarquable en 2023 pour les deux catégories, avec les impôts directs à 827,7 milliards de FCFA et les impôts indirects à 1 256,9 milliards de FCFA, ce qui pourrait refléter un ralentissement économique ou des changements dans la législation fiscale.



L'évolution des impôts indirects par rapport aux impôts directs révèle que les impôts indirects constituent une source plus importante de recettes fiscales pour le budget de l'État. Cette tendance pourrait indiquer une préférence pour les impôts indirects qui sont généralement plus faciles à collecter et moins visibles pour les contribuables. Néanmoins, cette dépendance aux impôts indirects pourrait être préoccupante car elle peut être régressive, affectant davantage les consommateurs à faible revenu.

En conclusion, l'analyse des recettes du budget du Sénégal de 2016 à 2023 montre une dépendance croissante aux recettes fiscales par rapport aux recettes non fiscales. Les recettes fiscales ont montré une forte résilience et croissance, tandis que les recettes non fiscales ont été plus volatiles et moins fiables. Cette tendance souligne l'importance d'une gestion prudente de la politique fiscale pour maintenir une source stable de revenus pour le budget de l'État. Les impôts indirects jouent un rôle clé dans le financement du budget, mais le gouvernement doit être conscient des implications sociales de cette dépendance. Une baisse des recettes en 2023 soulève des préoccupations et nécessite une analyse approfondie pour informer les politiques fiscales futures afin d'assurer la durabilité des finances publiques et le développement économique du pays.

I -RECETTES FISCALES

A -Impôts Directs

Les Impôts directs dans leur ensemble montrent une tendance clairement ascendante, allant de 533,9 milliards de FCFA en 2016 à 1 076,5 milliards de FCFA en 2022. Cette augmentation robuste indique une croissance de la base fiscale du Sénégal et une meilleure efficacité dans la collecte des impôts. Pour la période de janvier à août 2023, les recettes se sont élevées à 827,7 milliards de FCFA, ce qui représente une baisse par rapport à l'année complète précédente, mais cela peut être dû à la nature saisonnière de la collecte des impôts.

Impots Directs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total (Jan-Aout) 2023
IMPOTS DIRECTS	533,9	558,7	609,9	717,4	693,4	802,6	1 076,5	827,7
CFCE	17,3	13,9	7,0	7,7	7,5	33,1	38,3	27,8
dont IR recouvrés par Dgid	282,3	274,5	331,0	382,6	339,4	427,3	475,1	-
Impôts sur le revenu	310,8	304,1	367,0	423,1	384,0	475,7	525,0	415,9
Impôts sur les sociétés	165,4	191,7	190,1	225,4	258,4	228,1	450,3	328,2
IRVM / IRCM	36,6	45,4	41,4	57,4	37,8	55,3	68,6	51,4
Taxe sur la plus-value immobilière	3,6	3,7	4,7	3,8	6,1	10,4	10,4	4,4

Le tableau indique plusieurs catégories d'impôts directs : la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs (CFCE), le montant de l'Impôt sur le Revenu recouvré par la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID), les Impôts sur le revenu, les Impôts sur les sociétés, l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) ou

l'Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM), et la Taxe sur la plus-value immobilière.

1. La Contribution forfaitaire à la charge des employeurs (CFCE)

La CFCE a connu une tendance volatile au cours de la période examinée, avec une augmentation significative de 7,0 milliards de FCFA en 2018 à 38,3 milliards de FCFA en 2022, suivie d'une diminution à 27,8 milliards de FCFA de janvier à août 2023. Cette volatilité pourrait s'expliquer par des changements dans les politiques de financement des collectivités locales ou par des modifications des assiettes fiscales au fil des ans.

2. L'Impôt sur le Revenu recouvré par la DGID

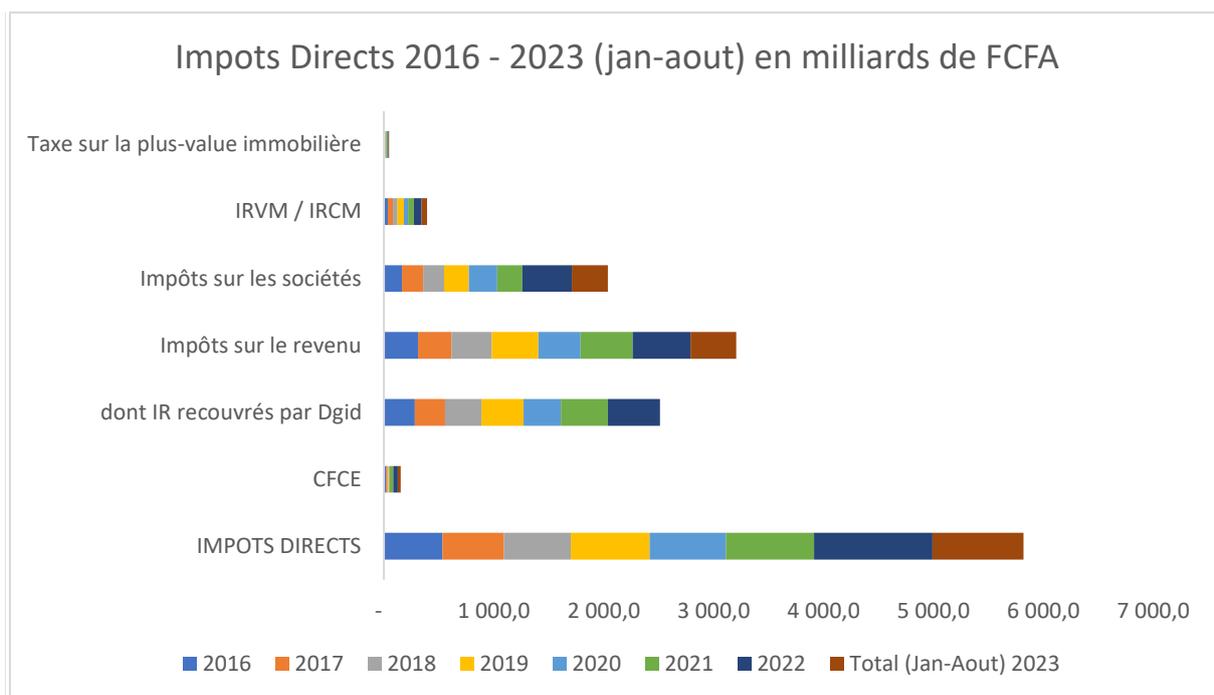
En ce qui concerne l'Impôt sur le Revenu recouvré par la DGID, on observe une augmentation générale de 282,3 milliards de FCFA en 2016 à 475,1 milliards de FCFA en 2022. Cette progression constante peut refléter une amélioration de l'efficacité de la collecte des impôts et une croissance économique soutenue. Il est important de noter que pour la période de janvier à août 2023, les données de cette catégorie ne sont pas disponibles.

3. L'Impôt sur le revenu

L'Impôt sur le revenu, qui est une composante majeure des recettes fiscales, a également connu une augmentation, passant de 310,8 milliards de FCFA en 2016 à 525,0 milliards de FCFA en 2022. Cette augmentation témoigne de l'élargissement de l'assiette fiscale et de l'augmentation des revenus des particuliers. Pour les huit premiers mois de 2023, les recettes se sont établies à 415,9 milliards de FCFA.

4. Les Impôts sur les sociétés

Les Impôts sur les sociétés ont connu une hausse remarquable, en particulier entre 2021 et 2022, où ils ont presque doublé, passant de 228,1 milliards de FCFA à 450,3 milliards de FCFA. Cela peut refléter une augmentation des bénéfices des entreprises ou des changements dans la législation fiscale. Pour janvier à août 2023, les recettes étaient de 328,2 milliards de FCFA.



5. L'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) ou l'Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers (IRCM)

L'IRVM ou l'IRCM montre une croissance globale avec quelques fluctuations, passant de 36,6 milliards de FCFA en 2016 à 68,6 milliards de FCFA en 2022. Cela peut indiquer une hausse des distributions de dividendes ou des intérêts, ou des changements dans la réglementation fiscale des valeurs mobilières. Les recettes de janvier à août 2023 s'élèvent à 51,4 milliards de FCFA.

6. La taxe sur la plus-value immobilière

Enfin, la taxe sur la plus-value immobilière a évolué de manière moins significative par rapport aux autres catégories, avec une légère augmentation de 3,6 milliards en 2016 à 10,4 milliards en 2022. Cependant, en 2023, elle a chuté à 4,4 milliards pour janvier-août.

Globalement, les données révèlent une tendance à l'accroissement des recettes fiscales directes pour le Sénégal sur la période de sept ans, avec des signes de ralentissement ou de baisse dans certains domaines pour 2023. Cette tendance à la hausse reflète une amélioration probable de la performance économique du pays et de l'efficacité de l'administration fiscale, tandis que les baisses observées pourraient être le résultat de divers facteurs, y compris des changements de politique fiscale, des ajustements économiques ou des conditions de marché.

B-Effets

B-a/Compétitive des Entreprises

Le recouvrement accru des impôts directs peut avoir plusieurs effets négatifs sur l'économie d'un pays comme le Sénégal, qui est en développement et dont l

1. Réduction de la compétitivité des entreprises

Des impôts sur les sociétés élevés peuvent diminuer la compétitivité des entreprises locales en réduisant leurs marges bénéficiaires et leur capacité à réinvestir dans leurs opérations. Cela peut entraver l'innovation et l'expansion des entreprises, surtout si ces taux sont plus élevés que dans les pays voisins ou concurrents.

2. Impact sur les Petites Entreprises

La réduction de la compétitivité due à des impôts élevés sur les sociétés affecte particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME), qui disposent de moins de ressources pour gérer les charges fiscales lourdes. Ces entreprises jouent un rôle crucial dans l'économie du Sénégal, contribuant à l'emploi et à l'innovation. Cependant, une pression fiscale excessive peut limiter leur capacité à croître et à concurrencer sur les marchés locaux et internationaux, entravant ainsi leur contribution potentielle au développement économique du pays.

3. Effet sur l'Attrait du Pays pour les Entrepreneurs

Une fiscalité élevée peut également rendre le Sénégal moins attractif pour les entrepreneurs et les startups, qui cherchent des environnements favorables à la création et à la croissance des entreprises. L'innovation, moteur clé de la croissance économique, risque d'être freinée si les créateurs d'entreprises perçoivent les impôts comme un obstacle majeur. Cela pourrait entraîner une fuite des talents et des idées vers des pays avec des régimes fiscaux plus cléments, privant ainsi le Sénégal de précieuses initiatives entrepreneuriales.

B-b/ Découragement de l'investissement

1. Impact sur l'Investissement à Long Terme

Des taux d'imposition élevés peuvent dissuader non seulement les investissements directs étrangers mais aussi les investissements locaux à long terme. Les investisseurs, en quête de rendements optimaux, pourraient être tentés de placer leur capital dans des juridictions offrant de meilleures incitations fiscales. Cela prive l'économie sénégalaise de financements essentiels pour des projets d'infrastructure et de développement qui sont cruciaux pour sa croissance et son développement à long terme.

2. Effet sur la Diversification Économique

Le découragement de l'investissement dû à une charge fiscale élevée peut également nuire aux efforts de diversification économique du Sénégal. Une économie diversifiée

est moins vulnérable aux chocs externes et intérieurs. Cependant, si les nouvelles industries et secteurs ne sont pas attractifs en raison de la fiscalité, cela limite la capacité du pays à diversifier son économie et à réduire sa dépendance à un nombre limité de secteurs ou de produits d'exportation.

B-c/ Effets sur la consommation

1. Réduction de la Capacité d'Épargne

L'augmentation des impôts sur le revenu qui réduit le revenu disponible des ménages a également un impact négatif sur la capacité d'épargne des individus. Dans une économie où l'épargne est cruciale pour le financement des investissements productifs, cela peut avoir des conséquences à long terme sur la disponibilité des capitaux pour le développement des entreprises et sur l'investissement dans des projets d'infrastructure vitaux.

2. Effet sur le Pouvoir d'Achat

La diminution du revenu disponible peut aussi réduire le pouvoir d'achat des ménages, ce qui a un impact direct sur la consommation intérieure. Une baisse de la demande des consommateurs peut entraîner une réduction des ventes pour les entreprises, ce qui peut conduire à une spirale négative de ralentissement économique, avec des réductions d'emplois et de revenus, aggravant encore la situation.

B-d/ Incitations à l'évasion fiscale

Un fardeau fiscal croissant peut inciter à l'évasion fiscale et à l'économie souterraine, surtout si les contribuables perçoivent le système fiscal comme injuste ou trop complexe. Cela peut entraîner une perte de recettes pour l'État et une distorsion des statistiques économiques.

1. Risque d'Augmentation de l'Économie Informelle

Un fardeau fiscal croissant peut pousser les entreprises et les individus vers l'économie informelle dans une tentative d'échapper aux impôts. Cela non seulement réduit les recettes fiscales, mais mine également l'équité du système fiscal, car une plus grande part du fardeau repose sur ceux qui restent dans l'économie formelle. L'expansion de l'économie informelle peut également entraver les efforts de régulation et de supervision des activités

économiques, posant des défis en matière de protection des consommateurs et de respect des normes de travail.

2. Détérioration de la Relation entre Contribuables et État

L'augmentation des incitations à l'évasion fiscale peut également détériorer la relation entre les contribuables et l'État, érodant la confiance dans les institutions publiques. Quand les contribuables perçoivent le système fiscal comme injuste, leur volonté de se conformer volontairement aux obligations fiscales diminue, ce qui peut conduire à une augmentation de la fraude fiscale et à une diminution de l'efficacité des efforts de recouvrement des impôts, créant un cercle vicieux difficile à briser.

B-e/ Répercussions sur l'emploi

Une charge fiscale importante pour les entreprises peut entraîner une réduction des embauches ou même des licenciements si les entreprises cherchent à réduire leurs coûts. Cela peut augmenter le taux de chômage et avoir des répercussions négatives sur le bien-être social.

1. Réduction des Opportunités d'Emploi

Une charge fiscale élevée pour les entreprises peut les conduire à limiter leurs investissements dans l'expansion et le développement, ce qui réduit directement les opportunités d'emploi disponibles pour la population. Dans un pays en développement comme le Sénégal, où la création d'emplois est essentielle pour répondre à la croissance démographique et réduire la pauvreté, l'impact négatif sur l'emploi peut avoir des conséquences socio-économiques profondes. Cela peut également entraver les efforts visant à attirer les jeunes diplômés et les professionnels qualifiés dans le marché du travail, exacerbant le problème du chômage des jeunes.

2. Impact sur la Qualité des Emplois

Outre le nombre d'emplois, la qualité des postes disponibles peut également souffrir. Les entreprises cherchant à réduire les coûts pourraient opter pour des contrats précaires plutôt que des emplois permanents, offrant moins d'avantages et de sécurité à leurs employés. Cela peut entraîner une précarisation du travail, avec des répercussions sur la stabilité économique et le bien-être des travailleurs. La détérioration de la qualité de l'emploi peut aussi réduire la productivité globale et la compétitivité de l'économie, en décourageant l'investissement dans la formation et le développement des compétences.

B-f/ Inégalités économiques

1. Exacerbation des Inégalités Socio-économiques

Les structures fiscales qui ne sont pas suffisamment progressives peuvent aggraver les inégalités économiques en imposant un fardeau disproportionné sur les revenus moyens et faibles, tout en épargnant relativement les plus aisés. Dans une économie comme celle du Sénégal, où les disparités de revenus peuvent déjà être importantes, cela peut creuser l'écart entre les riches et les pauvres. Les ménages à faible revenu, consacrant une plus grande part de leur revenu à la consommation de base, sont plus affectés par les impôts indirects et les faibles ajustements dans les tranches d'imposition directe, limitant ainsi leur capacité d'épargne et d'investissement dans l'éducation ou la santé.

2. Effet sur la Mobilité Sociale

Une fiscalité inéquitable peut également limiter la mobilité sociale, rendant difficile pour les individus et les familles de s'élever au-dessus de leur condition économique actuelle. Lorsque les impôts directs n'offrent pas suffisamment de déductions ou de crédits pour les dépenses liées à l'amélioration des compétences, à l'éducation ou à l'entrepreneuriat, ils peuvent empêcher les individus de faible et moyen revenu d'investir dans des activités qui favoriseraient leur ascension sociale. Cela peut conduire à un cycle de pauvreté intergénérationnelle, où les chances d'amélioration économique sont limitées par le système fiscal lui-même, entravant ainsi le progrès socio-économique global du pays.

B-g/ Impact sur la croissance à long terme.

1. Effet Décourageant sur l'Innovation et l'Entrepreneuriat

Un niveau élevé d'imposition peut avoir un effet décourageant sur l'innovation et l'entrepreneuriat, éléments clés de la croissance économique à long terme. Les entrepreneurs et les petites entreprises sont souvent à l'avant-garde de l'innovation, mais les charges fiscales lourdes peuvent réduire leur capacité à investir dans la recherche et le développement ou à prendre des risques sur de nouveaux marchés. Ce manque d'investissement dans l'innovation peut freiner le développement de nouvelles technologies et de solutions créatives qui stimulent la croissance économique et améliorent la compétitivité du Sénégal sur le marché mondial.

2. Ralentissement de l'Investissement dans les Infrastructures et les Services Publics

Bien que les impôts directs soient essentiels pour financer les infrastructures et les services publics, un niveau d'imposition élevé peut réduire l'incitation à investir et à épargner, limitant ainsi les ressources disponibles pour ces investissements vitaux. Lorsque les individus et les entreprises réduisent leur épargne en réponse à des charges fiscales élevées, cela peut entraîner un manque de fonds pour les projets d'infrastructure publique, tels que les routes, les hôpitaux et les écoles, qui sont

cruciaux pour le développement à long terme. Ce cercle vicieux peut ralentir le progrès économique et social, affectant la qualité de vie et la croissance future.

Il est important de noter que ces effets négatifs potentiels dépendent de la structure spécifique du système fiscal, des taux d'imposition, de la manière dont les impôts sont dépensés, et de l'élasticité de l'économie face aux changements fiscaux. Une bonne politique fiscale devrait chercher un équilibre entre la collecte de revenus suffisants pour financer les services publics et la promotion d'une croissance économique saine.

C-Propositions

pour atténuer les effets négatifs des recouvrements fiscaux sur l'économie du Sénégal, je recommanderais une série de mesures stratégiques :

C-a/Simplification du Système Fiscal

Un système fiscal simplifié peut améliorer la compréhension et la conformité des contribuables, réduire les coûts de conformité et décourager l'évasion fiscale. Une simplification pourrait inclure l'élimination des exemptions fiscales superflues et la réduction des taux d'imposition marginaux élevés

1. Rationalisation des Procédures Fiscales

La simplification du système fiscal commence par la rationalisation des procédures fiscales. Cela implique de revoir la législation fiscale pour éliminer les dispositions redondantes ou obsolètes, ce qui peut souvent décourager les investissements et compliquer la conformité. Un système fiscal plus linéaire et plus transparent peut réduire les ambiguïtés qui mènent à des interprétations divergentes et des litiges. La numérisation des processus fiscaux peut également jouer un rôle crucial en rendant les démarches plus accessibles et moins chronophages pour les contribuables. Une meilleure compréhension des obligations fiscales encouragerait une conformité volontaire et augmenterait potentiellement les recettes fiscales.

2. Harmonisation des Règles Fiscales

Une harmonisation des règles fiscales peut contribuer à simplifier le système fiscal. Cette harmonisation signifie que les règles applicables sont cohérentes à travers différents impôts et pour tous les contribuables, évitant ainsi les incohérences et les confusions. En mettant en place des règles uniformes pour les déductions, les crédits d'impôt, et les échelonnements des taux d'imposition, on peut simplifier la prise de

décision pour les entreprises et les particuliers. Une telle approche permettrait de réduire les erreurs de déclaration et d'optimiser les ressources consacrées à l'administration fiscale, rendant le système plus équitable et plus efficace.

3. Incitations à la Conformité Volontaire

Pour promouvoir la conformité volontaire, des incitations peuvent être introduites. Des programmes de remise ou de bonification pour les paiements anticipés ou pour les contribuables qui maintiennent une conformité constante sur plusieurs années pourraient être envisagés. De même, des sanctions pour non-conformité peuvent être simplifiées et standardisées pour éviter toute ambiguïté. En outre, offrir des services d'assistance et de conseil fiscal gratuits ou à faible coût aux petites entreprises et aux particuliers peut encourager la conformité et l'éducation fiscale. Un système incitatif bien pensé renforcerait la relation entre l'administration fiscale et les contribuables, favorisant ainsi une culture de conformité et d'équité fiscale.

C-b/-Élargissement de l'Assiette Fiscale

Élargir l'assiette fiscale permettrait de répartir la charge fiscale plus équitablement et de réduire le taux d'imposition nécessaire pour générer le même revenu. Cela pourrait inclure la réduction des niches fiscales, l'imposition des secteurs informels et l'amélioration de la collecte d'impôts dans les industries extractives.

1. Lutte contre l'Évasion et la Fraude Fiscale

Pour élargir l'assiette fiscale, il est primordial de lutter contre l'évasion et la fraude fiscale. Des mesures telles que l'amélioration de la surveillance des transactions financières, l'obligation de déclaration systématique par les institutions financières et l'adoption de normes internationales en matière de transparence fiscale sont cruciales. Le Sénégal pourrait intensifier la collaboration avec d'autres juridictions pour le partage d'informations fiscales, facilitant ainsi la traçabilité des flux financiers transfrontaliers. De telles actions dissuaderaient les pratiques d'évasion fiscale et récupéreraient des revenus qui autrement échapperaient au système fiscal.

2. Intégration du Secteur Informel

Le secteur informel représente une part substantielle de l'économie sénégalaise. Intégrer ce secteur dans l'assiette fiscale nécessite une approche qui reconnaît les défis uniques auxquels sont confrontés ces opérateurs économiques. La mise en place d'un régime fiscal simplifié pour les petites entreprises et les travailleurs indépendants pourrait réduire les barrières à l'entrée dans le système fiscal formel. De même, fournir des incitations à la formalisation, comme l'accès facilité au crédit et à d'autres services financiers, pourrait encourager les acteurs du secteur informel à se déclarer et à payer des impôts.

3. Fiscalité des Ressources Naturelles

L'exploitation des ressources naturelles offre un potentiel significatif pour élargir l'assiette fiscale du Sénégal. Pour ce faire, il est nécessaire de renforcer le cadre réglementaire et fiscal régissant les industries extractives. Cela comprend la mise en œuvre de lois qui garantissent une juste contribution fiscale des entreprises exploitant ces ressources. L'adoption de standards de transparence tels que l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) peut également jouer un rôle crucial pour assurer que les revenus des ressources naturelles sont bien capturés et contribuent effectivement au budget de l'État.

C-c/Renforcement des Incitations Fiscales pour l'Investissement

Mettre en place des incitations fiscales ciblées pour encourager les investissements dans des secteurs clés peut stimuler la croissance économique. Par exemple, des crédits d'impôt pour la recherche et le développement ou des déductions pour les investissements dans les infrastructures peuvent être bénéfiques.

1. Crédits d'Impôt pour l'Investissement

Le renforcement des incitations fiscales pour l'investissement peut commencer par l'introduction ou l'augmentation de crédits d'impôt ciblés pour les entreprises qui engagent des dépenses en capital significatives. Ces crédits d'impôt pourraient être spécifiquement conçus pour les secteurs stratégiques de l'économie sénégalaise, tels que l'agriculture, la manufacture ou les technologies de l'information et de la communication. En réduisant le coût net de l'investissement, ces crédits encourageraient les entreprises à moderniser leur équipement, à étendre leur production ou à investir dans la recherche et le développement.

2. Allègements Fiscaux pour la Recherche et le Développement

Pour stimuler l'innovation, des allègements fiscaux peuvent être proposés aux entreprises qui investissent dans la recherche et le développement (R&D). Ces allègements pourraient prendre la forme de déductions fiscales accrues ou de crédits d'impôt remboursables pour les dépenses de R&D. En soutenant la R&D, le Sénégal peut favoriser la création de produits et services à valeur ajoutée élevée, ce qui peut améliorer la compétitivité internationale de son économie. Encourager l'innovation est essentiel pour le développement de nouvelles industries et la diversification économique.

3. Zones Économiques Spéciales

La création de zones économiques spéciales (ZES) avec des régimes fiscaux préférentiels peut attirer des investisseurs étrangers et nationaux. Dans ces zones, les entreprises pourraient bénéficier de réductions d'impôts, de droits de douane réduits sur l'importation de matières premières ou d'équipements, et de procédures administratives simplifiées. Ces zones deviennent des incubateurs pour les nouvelles entreprises et les industries naissantes, favorisant la création d'emplois et le

développement de compétences. En outre, elles peuvent servir de catalyseurs pour le transfert de technologies et l'établissement de standards industriels élevés au Sénégal.

C-d/Politiques Fiscales Progressives

Adopter une structure fiscale progressive où les taux d'imposition augmentent avec le niveau de revenu peut contribuer à atténuer les inégalités. Cela signifie également offrir des crédits d'impôt ou des déductions aux ménages à faible revenu pour maintenir leur pouvoir d'achat.

1. Équité du Système Fiscal

Les politiques fiscales progressistes visent à assurer que les contribuables sont imposés selon leur capacité de paiement, ce qui renforce l'équité du système fiscal. L'introduction de tranches d'imposition plus fines pourrait permettre d'imposer les revenus plus élevés à des taux supérieurs, tandis que les revenus inférieurs bénéficieraient de taux plus bas voire d'exonérations. Cette progressivité contribue à la réduction des inégalités en garantissant que les individus et les entreprises contribuent de manière juste au financement des services publics.

2. Crédits et Déductions Fiscales

Une politique fiscale progressive peut être renforcée par l'octroi de crédits et de déductions fiscales ciblés pour les faibles revenus. Des crédits d'impôt remboursables pour les familles avec enfants, pour l'éducation ou pour les soins de santé peuvent aider à atténuer la charge fiscale pour les ménages à revenu modeste. Ces mesures augmenteraient le revenu disponible pour les dépenses de base, soutenant ainsi la demande globale et la croissance économique.

3. Protection contre les Conséquences Négatives

Les politiques fiscales progressistes devraient également inclure des mesures de sauvegarde pour protéger les groupes vulnérables contre les conséquences négatives d'une imposition plus élevée. Par exemple, des exemptions spécifiques pour les produits de première nécessité ou des tarifs réduits de TVA pour des services essentiels pourraient empêcher une augmentation disproportionnée du coût de la vie pour les ménages à faible revenu. De telles protections contribuent à maintenir une qualité de vie décente et à promouvoir une cohésion sociale.

C-e/Encouragement de la Transparence et de la Gouvernance Fiscale

Améliorer la transparence de l'administration fiscale et la gouvernance peut renforcer la confiance dans le système fiscal. La communication régulière sur l'utilisation des

fonds fiscaux et l'engagement des parties prenantes dans les réformes fiscales peuvent contribuer à cet objectif.

1. Promotion de la Transparence Fiscale

La transparence est un pilier central d'une bonne gouvernance fiscale. Elle implique l'obligation pour les autorités fiscales de fournir des informations complètes sur les lois fiscales, les règlements et les décisions. En assurant une communication claire et accessible, les contribuables peuvent mieux comprendre leurs obligations et les décisions de l'administration fiscale. La mise en place de plateformes numériques où les données fiscales et les analyses de politique fiscale sont facilement disponibles renforce cette transparence, facilitant ainsi la confiance des citoyens et des entreprises dans le système.

2. Renforcement de la Responsabilité Fiscale

La responsabilité est essentielle pour maintenir la confiance dans la gestion des impôts. Des mécanismes de responsabilité robustes devraient être mis en place pour que les responsables fiscaux soient tenus de répondre de leurs actions. Cela inclut la mise en place d'institutions de surveillance indépendantes et la possibilité pour les citoyens et les entreprises de contester les décisions fiscales et de recevoir des réponses dans des délais raisonnables. L'audit régulier des autorités fiscales par des organismes indépendants et la publication des résultats contribuent également à la responsabilité.

3. Dialogue et Participation Citoyenne

Encourager un dialogue constructif entre l'administration fiscale et les contribuables peut améliorer considérablement la gouvernance fiscale. Cela pourrait se concrétiser par la création de forums de discussion, de comités consultatifs comprenant des représentants des contribuables et des experts fiscaux indépendants. Ces initiatives favorisent la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques fiscales, augmentent la compréhension mutuelle des défis et des attentes, et permettent de formuler des politiques plus équilibrées et plus justes, reflétant une large gamme d'intérêts et de perspectives.

C-f/ Intégration de la Technologie dans la Collecte des Impôts

L'utilisation de la technologie peut améliorer l'efficacité de la collecte des impôts, minimiser les erreurs, réduire l'évasion fiscale et baisser les coûts de conformité pour les contribuables.

1. Modernisation par les Technologies Numériques

L'intégration de la technologie dans la collecte des impôts peut transformer l'administration fiscale en simplifiant les processus et en les rendant plus efficaces. L'adoption de systèmes de gestion électronique des dossiers fiscaux permettrait de suivre les paiements et les déclarations en temps réel, réduisant ainsi les erreurs et les

retards. La numérisation des documents fiscaux et l'utilisation de signatures électroniques pourraient également accélérer les procédures administratives, tout en renforçant la sécurité des données fiscales.

2. Plateformes en Ligne pour les Contribuables

Le développement de plateformes en ligne conviviales pour les contribuables est une autre étape clé dans l'utilisation de la technologie pour améliorer la collecte des impôts. Ces plateformes pourraient offrir des services tels que la déclaration d'impôts en ligne, le calculateur d'impôts, et des systèmes de paiement électroniques, rendant la conformité fiscale moins onéreuse pour les individus et les entreprises. La disponibilité d'assistance en ligne et de ressources éducatives pourrait également aider à démystifier le processus de déclaration et de paiement des impôts, encourageant ainsi une plus grande conformité volontaire.

3. Analyse de Données et Intelligence Artificielle

L'exploitation de l'analyse de données et de l'intelligence artificielle (IA) représente une avancée significative pour l'administration fiscale. Ces outils peuvent être utilisés pour identifier les tendances, les anomalies et les risques de non-conformité, permettant aux autorités fiscales de se concentrer sur les domaines à haut risque et d'améliorer l'efficacité de l'audit fiscal. L'IA pourrait également être utilisée pour offrir un service client personnalisé et réactif, répondant aux questions des contribuables 24h/24 et 7j/7, et pour automatiser les processus routiniers, libérant ainsi des ressources humaines pour des tâches plus complexes et à valeur ajoutée.

C-g/Incitations à l'Emploi et à la Formation

Offrir des incitations fiscales aux entreprises qui embauchent des travailleurs locaux, en particulier dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, peut contribuer à réduire le chômage et à stimuler l'économie.

1. Subventions et Crédits d'Impôt pour la Création d'Emplois

Les incitations fiscales peuvent jouer un rôle crucial dans la promotion de l'emploi en offrant des subventions ou des crédits d'impôt aux entreprises qui créent de nouveaux postes de travail. Ces mesures encouragent les entreprises à embaucher davantage de personnel, en particulier dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre ou dans des domaines stratégiques pour le développement économique. Offrir des avantages fiscaux pour chaque nouvel emploi créé, surtout s'ils sont dirigés vers les jeunes et les chômeurs de longue durée, peut stimuler l'emploi et contribuer à réduire le taux de chômage national.

2. Soutien Fiscal à la Formation Professionnelle

Encourager les entreprises à investir dans la formation et le développement des compétences de leurs employés est essentiel pour une économie dynamique et innovante. Des incitations fiscales pour les dépenses de formation professionnelle, telles que des déductions ou des crédits d'impôt, peuvent motiver les entreprises à offrir des programmes de formation continue. Cela améliore la compétitivité et la productivité tout en répondant aux besoins du marché du travail en constante évolution. La formation professionnelle aide également les travailleurs à rester employables et à progresser dans leur carrière.

3. Partenariats Public-Privé pour l'Éducation et l'Emploi

Les partenariats public-privé (PPP) dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle peuvent être stimulés par des politiques fiscales favorables. En collaborant avec des institutions éducatives, les entreprises peuvent contribuer à élaborer des programmes d'études alignés sur les compétences requises dans l'industrie, bénéficiant ainsi à long terme d'une main-d'œuvre qualifiée. Les incitations fiscales pour les entreprises participant à ces partenariats encouragent l'investissement dans le capital humain et soutiennent l'innovation dans l'éducation. Ces initiatives renforcent l'adéquation entre les compétences des diplômés et les besoins du marché, favorisant ainsi une meilleure intégration professionnelle des jeunes.

C-h/Soutien aux PME

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont souvent le moteur de la croissance économique. Des allègements fiscaux ou des crédits d'impôt pour ces entreprises peuvent stimuler l'innovation et l'emploi.

1. Allègements Fiscaux Ciblés pour les PME

Pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), des allègements fiscaux ciblés peuvent être une mesure efficace. En réduisant les taux d'imposition ou en offrant des crédits d'impôt spécifiques aux PME, l'État peut alléger leur charge fiscale, améliorant ainsi leur trésorerie et leur capacité à investir dans leur croissance. Ces mesures peuvent inclure des allègements pour l'investissement en capital, la recherche et le développement ou l'embauche de nouveaux employés, ce qui peut stimuler l'innovation et la création d'emplois au sein de l'économie.

2. Accès Facilité au Financement

Un autre aspect crucial du soutien aux PME est de faciliter leur accès au financement. Les politiques fiscales peuvent encourager les banques et les institutions financières à offrir des prêts à des conditions préférentielles aux PME. Par exemple, des incitations fiscales pour les investissements dans les fonds dédiés aux PME ou des avantages pour les institutions qui prêtent à des secteurs moins desservis peuvent ouvrir des

voies de financement essentielles. Cela permet aux PME de surmonter l'un des principaux obstacles à leur développement : le manque d'accès au capital.

3. Renforcement des Capacités et Assistance Technique

Fournir un soutien en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique aux PME peut également être une stratégie clé. Des programmes de formation qui aident les propriétaires de PME à comprendre et à naviguer dans le système fiscal, à améliorer leur gestion financière et à planifier stratégiquement pour la croissance sont vitaux. L'État peut offrir ces services directement ou en partenariat avec des organisations du secteur privé, des chambres de commerce ou des associations professionnelles. En investissant dans le développement des compétences entrepreneuriales, les PME peuvent devenir plus résilientes, plus compétitives et mieux préparées à contribuer à l'économie nationale.

C-i/Analyse d'Impact et Consultation

Avant de mettre en œuvre des changements fiscaux, il est crucial de mener des analyses d'impact pour comprendre leurs effets potentiels sur l'économie. De plus, consulter les acteurs économiques concernés peut aider à concevoir des politiques fiscales mieux adaptées.

1. Importance de l'Analyse d'Impact

L'analyse d'impact est essentielle pour évaluer les conséquences potentielles des politiques fiscales avant leur mise en œuvre. Elle permet aux décideurs de comprendre les effets économiques, sociaux et environnementaux des changements proposés, aidant à optimiser les bénéfices tout en minimisant les effets négatifs. Une analyse d'impact approfondie peut révéler comment une politique fiscale affectera les différents secteurs de l'économie, les niveaux d'emploi, l'investissement et la répartition des revenus, offrant une base solide pour des décisions éclairées et responsables.

2. Processus de Consultation Publique

La consultation publique joue un rôle crucial dans le processus d'élaboration des politiques fiscales. En engageant un large éventail de parties prenantes, y compris des entreprises, des groupes de consommateurs, des experts fiscaux et le grand public, les autorités peuvent recueillir des perspectives diverses et identifier les préoccupations potentielles. Ce processus renforce la légitimité et l'acceptation des politiques, tout en offrant l'opportunité d'ajuster les propositions pour mieux répondre aux besoins et aux attentes de la société. La consultation aide à créer des politiques plus inclusives et équilibrées, renforçant ainsi la cohésion sociale et la conformité fiscale.

3. Utilisation des Données pour l'Amélioration Continue

L'intégration des retours recueillis à travers l'analyse d'impact et les consultations dans un processus d'amélioration continue est fondamentale. Les autorités fiscales doivent être prêtes à ajuster les politiques en fonction des résultats observés et des feedbacks des parties prenantes. L'utilisation de données et d'analyses en temps réel permet d'identifier rapidement les domaines nécessitant des ajustements, assurant que les politiques restent adaptées aux conditions économiques changeantes et aux objectifs de développement du pays. Cela crée un cadre fiscal dynamique capable de soutenir la croissance économique durable et l'équité sociale.

C-j/Surveillance et Évaluation Régulières

Enfin, établir un système de surveillance et d'évaluation régulière des politiques fiscales permettrait d'ajuster les mesures en fonction de leur performance et de l'évolution du contexte économique.

1. Mise en Place de Mécanismes de Surveillance

La mise en place de mécanismes efficaces de surveillance est cruciale pour garantir l'efficacité et la justesse des politiques fiscales. Ces mécanismes permettent de suivre en continu les performances des différentes mesures fiscales et d'identifier rapidement les éventuels écarts par rapport aux objectifs fixés. La surveillance continue aide également à détecter les tendances émergentes dans les comportements fiscaux des contribuables, permettant ainsi une réponse proactive de la part des autorités fiscales pour ajuster les politiques en conséquence et optimiser les recettes fiscales sans nuire à la croissance économique.

2. Importance de l'Évaluation Régulière

L'évaluation régulière des politiques fiscales est indispensable pour apprécier leur impact sur l'économie et la société. Elle implique l'analyse des données collectées à travers les mécanismes de surveillance pour évaluer si les objectifs de politique fiscale, tels que l'équité, la croissance économique, et la stabilité financière, sont atteints. Les évaluations périodiques fournissent une base factuelle pour la révision des politiques, en mettant en lumière les succès et les domaines d'amélioration. Cela permet aux décideurs de modifier ou d'abandonner les stratégies inefficaces et de renforcer celles qui fonctionnent bien.

3. Feedback et Ajustement des Politiques

La boucle de feedback que créent la surveillance et l'évaluation régulières est essentielle pour l'ajustement dynamique des politiques fiscales. En intégrant les retours d'information des évaluations dans le processus décisionnel, les autorités peuvent rendre les politiques fiscales plus réactives aux changements économiques et sociaux. Cela permet d'assurer que les politiques restent alignées avec les objectifs à long terme du pays, comme le développement durable, la justice sociale, et la

prospérité économique. L'adaptabilité et la flexibilité sont clés pour maintenir un système fiscal qui soutient efficacement les priorités nationales dans un environnement en constante évolution. Ces pistes de solutions peuvent aider le Sénégal à optimiser ses recettes fiscales tout en favorisant une croissance économique durable et inclusive.

D - Impôts Indirects

Natures des Impot indirects	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total (Jan-Ac)
CSMC (Contribution spéc. Prod. Mines et carrières)	1,8	1,5	1,0	0,7	-	0,4	0,1	-
DROIT DE PORTE	234,6	263,6	288,9	324,7	262,4	324,8	488,5	232,9
DROITS ENREGIST. ET TIMBRE	70,4	67,5	75,2	80,8	66,1	104,3	98,9	67,7
FSIPP	104,6	26,4	17,4	22,7	55,1	89,8	92,5	35,6
Pm : TOTAL DGD Douanes	588,1	649,0	694,5	843,1	681,9	964,6	1 069,0	688,2
TAXES SUR BIENS ET SERVICES (yc.TVA porte)	847,7	928,9	982,3	1 207,5	1 066,0	1 202,5	1 516,5	973,2
TVA à l'import	353,5	382,5	404,2	477,2	390,2	572,0	580,5	404,4
TVA intérieure hors pétrole	279,6	287,7	303,2	356,6	336,9	314,2	424,0	240,0
TVA intérieure pétrole	18,3	21,6	8,5	18,2	14,5	24,8	26,4	28,2

Pour analyser et rapporter sur les impôts indirects de l'État du Sénégal entre 2016 et 2022, ainsi que pour la période de janvier à août 2023, nous examinerons les différentes catégories d'impôts présentées dans les données fournies : la Contribution spécifique sur les produits des mines et carrières (CSMC), le Droit de porte, les Droits d'enregistrement et de timbre, le FSIPP, le total de la Direction Générale des Douanes (DGD) et les Taxes sur les biens et services (y compris la TVA sur les portes), la TVA à l'import, la TVA intérieure hors pétrole, et la TVA intérieure sur le pétrole.

1. Contribution spécifique sur les produits des mines et carrières (CSMC)

La CSMC a connu une baisse notable passant de 1,8 milliards de FCFA en 2016 à 0,1 milliards de FCFA en 2022, avant de disparaître dans les recettes de 2023. Cette tendance décroissante pourrait refléter une diminution de l'activité dans le secteur minier ou une révision des politiques fiscales concernant cette industrie.

2. Droit de porte

Le Droit de porte présente une croissance significative, passant de 234,6 milliards de FCFA en 2016 à 488,5 milliards de FCFA en 2022, avec une légère baisse à 232,9 milliards de FCFA pour la période de janvier à août 2023. Cette augmentation peut indiquer une croissance des importations ou une augmentation des taux de droit de porte.

3. Droits d'enregistrement et de timbre

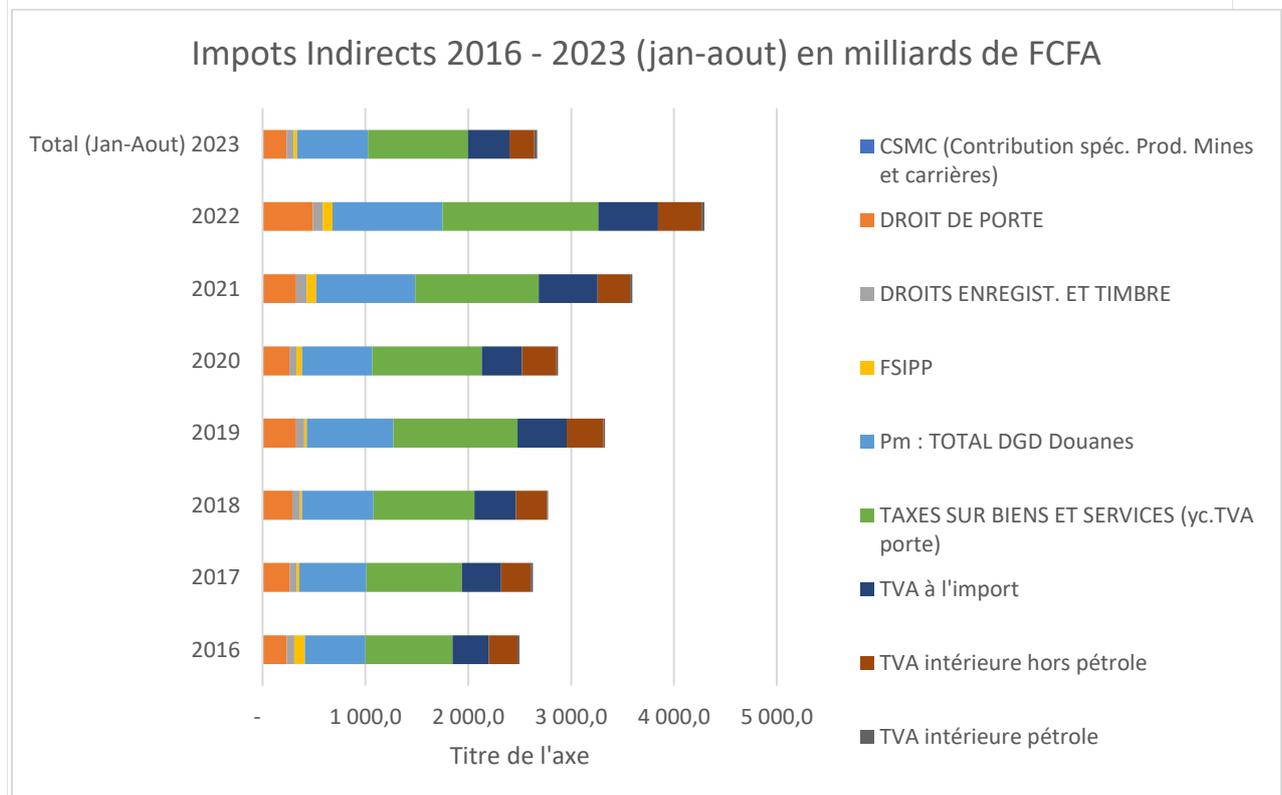
Cette catégorie montre une certaine volatilité mais tend globalement à augmenter, passant de 70,4 milliards de FCFA en 2016 à 98,9 milliards de FCFA en 2022, puis revenant à 67,7 milliards de FCFA en 2023. Cela suggère des fluctuations dans les transactions nécessitant ces droits, comme les actes de propriété ou les affaires juridiques.

4. FSIPP

Le FSIPP (Fonds de Soutien à l'Industrie Pétrolière et aux Produits Pétroliers ?) a connu une baisse significative de 104,6 milliards de FCFA en 2016 à 17,4 milliards de FCFA en 2018, puis une augmentation soutenue jusqu'à 92,5 milliards de FCFA en 2022. La baisse initiale pourrait être due à des changements dans la consommation de produits pétroliers ou dans la politique fiscale, tandis que l'augmentation subséquente suggère un redressement.

5. Total DGD Douanes

Le total des recettes de la DGD Douanes a augmenté régulièrement, passant de 588,1 milliards de FCFA en 2016 à 1 069,0 milliards de FCFA en 2022, avec une légère diminution à 688,2 milliards de FCFA pour la période de janvier à août 2023. Cette tendance à la hausse reflète probablement une augmentation du volume des échanges commerciaux et des améliorations dans l'efficacité de la collecte des droits de douane.



6. Taxes sur biens et services (y compris TVA porte)

Cette catégorie a également vu une croissance impressionnante, de 847,7 milliards de FCFA en 2016 à 1 516,5 milliards de FCFA en 2022, avant de diminuer à 973,2 milliards de FCFA pour janvier-août 2023. Cela indique une augmentation de la consommation et peut-être une expansion de l'assiette fiscale de la TVA.

7. TVA à l'import et TVA intérieure

La TVA à l'import et la TVA intérieure hors pétrole ont toutes deux augmenté au fil des ans, ce qui suggère une croissance de la consommation de biens importés et locaux. La TVA intérieure sur le pétrole montre une certaine variabilité mais indique une augmentation récente en 2023, peut-être due à une hausse des prix ou de la consommation de produits pétroliers.

Conclusion

D'après l'analyse de ces données il est aisé de constater une tendance générale à l'augmentation des recettes fiscales indirectes au Sénégal, reflétant une croissance économique et une augmentation de la consommation, avec les montants exprimés en milliards de FCFA. Cependant, certaines catégories, comme la CSMC, ont connu une baisse, suggérant des changements sectoriels ou des ajustements de politique fiscale. La légère baisse observée dans certaines catégories en 2023 pourrait être due à des facteurs saisonniers, à des changements dans l'économie mondiale ou à des politiques fiscales. Pour étayer ces observations, une analyse plus approfondie des facteurs économiques, politiques et mondiaux serait nécessaire.

E-Effets sur l'économie

L'analyse des données fournies permet de dégager certaines conclusions sur les effets pouvant impacter l'économie du pays. Ainsi, en se basant sur les tendances générales observées au niveau des recettes fiscales, il est possible d'émettre des hypothèses sur certains effets négatifs potentiels

1. Dépendance aux importations

La TVA à l'import représente une part significative des recettes fiscales. Cela pourrait indiquer une forte dépendance aux importations, ce qui peut être

négatif si le pays ne développe pas suffisamment sa production locale, rendant l'économie vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux. Fluctuations des prix du pétrole : Les variations dans les recettes de la TVA intérieure sur le pétrole pourraient refléter une économie sensible aux prix du pétrole. Une dépendance aux combustibles fossiles peut être préjudiciable, notamment en période de volatilité des prix sur les marchés internationaux.

2. Secteur des mines et carrières

La diminution des recettes de la CSMC peut indiquer une baisse de l'activité dans le secteur des mines et carrières, qui peut être due à l'épuisement des ressources, à une baisse de la demande ou à des politiques moins incitatives.

3. Pression fiscale sur le commerce

L'augmentation des droits de porte suggère une pression fiscale accrue sur le commerce transfrontalier. Si ces taxes sont trop élevées, elles peuvent décourager l'investissement étranger et le commerce, affectant ainsi la compétitivité du pays.

4. Capacité de collecte d'impôts

Une augmentation constante des recettes fiscales peut indiquer une amélioration de la capacité de collecte des impôts, mais cela peut aussi signifier une pression fiscale croissante sur les entreprises et les consommateurs, ce qui pourrait réduire les incitations à investir et consommer.

5. Risques liés à la concentration des recettes fiscales

Si une grande part des recettes fiscales provient d'un nombre limité de sources, l'économie peut être vulnérable aux chocs sectoriels.

6. Équité fiscale et cohésion sociale

Une augmentation des taxes indirectes peut peser plus lourdement sur les ménages à faible revenu, aggravant les inégalités et potentiellement conduisant à des tensions sociales.

F-Solutions proposées

Pour atténuer les effets négatifs potentiels sur l'économie sénégalaise, voici une série de mesures générales qui pourraient être envisagées :

1. Diversification économique

Réduire la dépendance aux importations et aux secteurs volatils comme le pétrole et les mines par la diversification économique. Investir dans d'autres secteurs, comme l'agriculture, les énergies renouvelables, le tourisme, et le secteur des services peut contribuer à la stabilité économique.

2. Renforcement de la production locale

Encourager la production locale par des incitations fiscales pour les industries naissantes et soutenir les PME par des prêts à faible taux d'intérêt et des programmes de formation.

3. Politique fiscale équilibrée

Réviser le système fiscal pour s'assurer qu'il est équitable et progressif, en réduisant la charge fiscale sur les ménages à faible revenu tout en s'assurant que les entreprises et les individus à revenu élevé contribuent de manière juste.

4. Amélioration de l'efficacité de la collecte fiscale

Continuer à améliorer l'administration fiscale pour lutter contre l'évasion fiscale, améliorer la collecte et optimiser les recettes sans augmenter les taux d'imposition.

5. Investissement dans les infrastructures

Investir dans les infrastructures pour stimuler le développement économique, y compris les transports, l'énergie, l'eau et les télécommunications.

5. Formation et éducation

Investir dans l'éducation et la formation professionnelle pour créer une main-d'œuvre qualifiée qui peut soutenir la croissance de l'économie moderne.

6. Stabilité macroéconomique

Mettre en place des politiques pour maintenir la stabilité macroéconomique, y compris le contrôle de l'inflation, une politique monétaire prudente, et des réserves de change adéquates.

7. Promotion des exportations

Développer des stratégies pour augmenter les exportations, notamment par des accords commerciaux avantageux, des subventions aux exportations et des zones franches industrielles.

8. Protection sociale

Renforcer les filets de sécurité sociale pour protéger les plus vulnérables et promouvoir l'inclusion sociale.

9. Partenariats public-privé (PPP)

Encourager les PPP pour attirer les investissements dans des projets d'infrastructure et de développement.

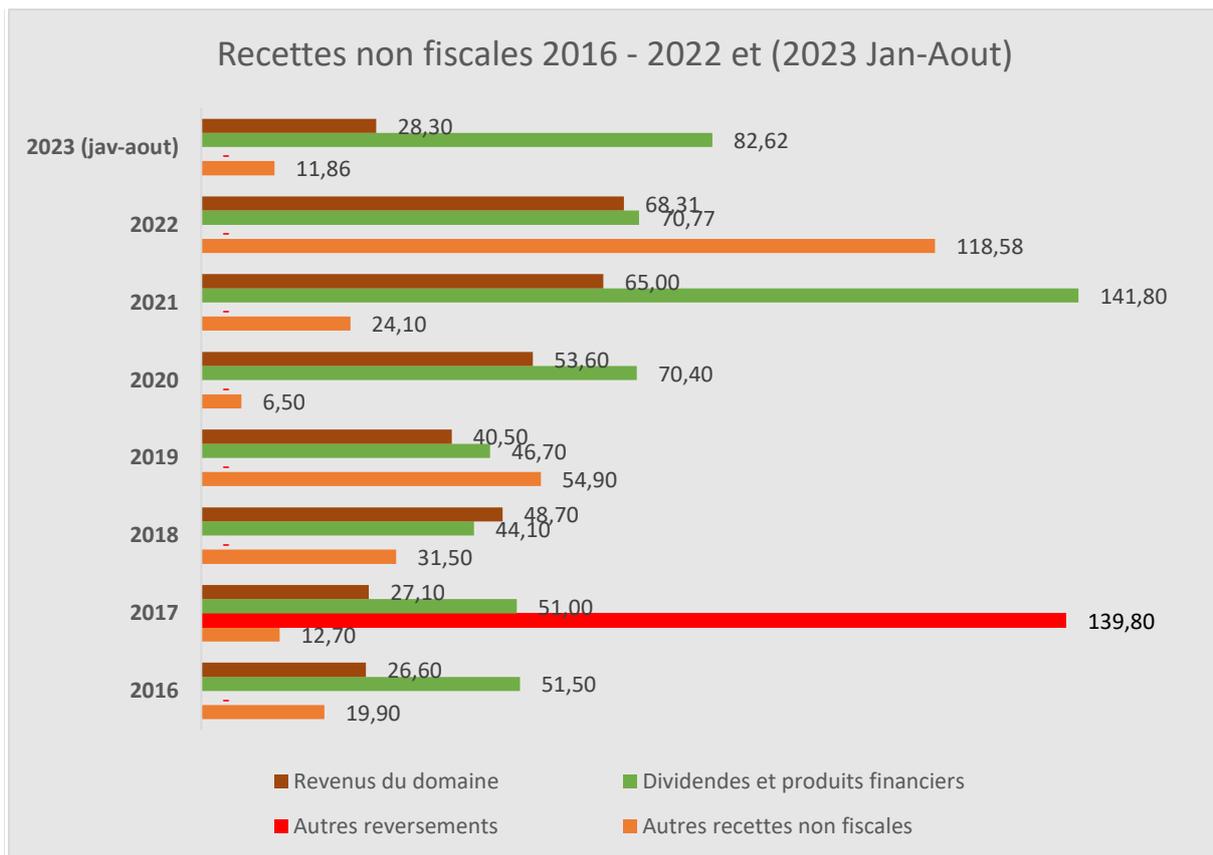
10. Réforme réglementaire

Simplifier la réglementation pour faciliter la création et l'opération des entreprises, et encourager les investissements étrangers.

Ces mesures doivent être adaptées à la situation spécifique du Sénégal et implémentées de manière cohérente et durable pour être efficaces. Il est aussi essentiel de s'assurer que ces politiques sont élaborées en consultation avec toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé, la société civile et les partenaires internationaux, pour garantir une large adhésion et une mise en œuvre réussie.

II -Les Recettes Non Fiscales

Les recettes non fiscales du Sénégal ont connu une évolution mitigée sur la période 2016-2023. En 2016, les autres recettes non fiscales s'élevaient à 19,9 milliards FCA. Ce montant a fortement varié au fil des années, atteignant 118,58 milliards en 2022 avant de retomber à 11,86 milliards sur les 8 premiers mois de 2023. Les dividendes et produits financiers sont restés relativement stables autour de 50 milliards FCA entre 2016 et 2018, puis ont connu une forte hausse à 141,8 milliards en 2021, avant de retomber à 82,62 milliards sur les 8 premiers mois de 2023. Quant aux revenus du domaine, ils sont passés de 26,6 milliards en 2016 à 68,31 milliards en 2022, avec une baisse à 28,3 milliards sur la période janvier-août 2023.



1. Les autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales qui ont connu des fluctuations importantes, proviennent notamment des amendes, pénalités, frais de poursuites, créances radiées et récupérées. Leur forte hausse en 2022 à plus de 118 milliards FCA pourrait s'expliquer par des rentrées exceptionnelles liées à des litiges ou contentieux ponctuels cette année-là

2. Dividendes et Produits financiers

Concernant les dividendes et produits financiers, leur augmentation en 2021 est probablement liée à de meilleurs résultats des entreprises publiques dont l'État est actionnaire. Cependant, leur recul début 2023 montre une normalisation après cette année record

3. Autres Reversements

La catégorie "Autres reversements" a représenté une recette importante en 2017 avec un montant de 139,8 milliards de FCA. Cependant, ce poste est redevenu nul les autres années. Cette source de recettes non fiscales semble donc très variable d'une année à l'autre et dépendante de facteurs ponctuels. Il est difficile d'expliquer précisément l'origine de ces reversements exceptionnels en 2017 sans plus de détails. Mais cette volatilité confirme la nécessité pour l'État de disposer de prévisions fines et

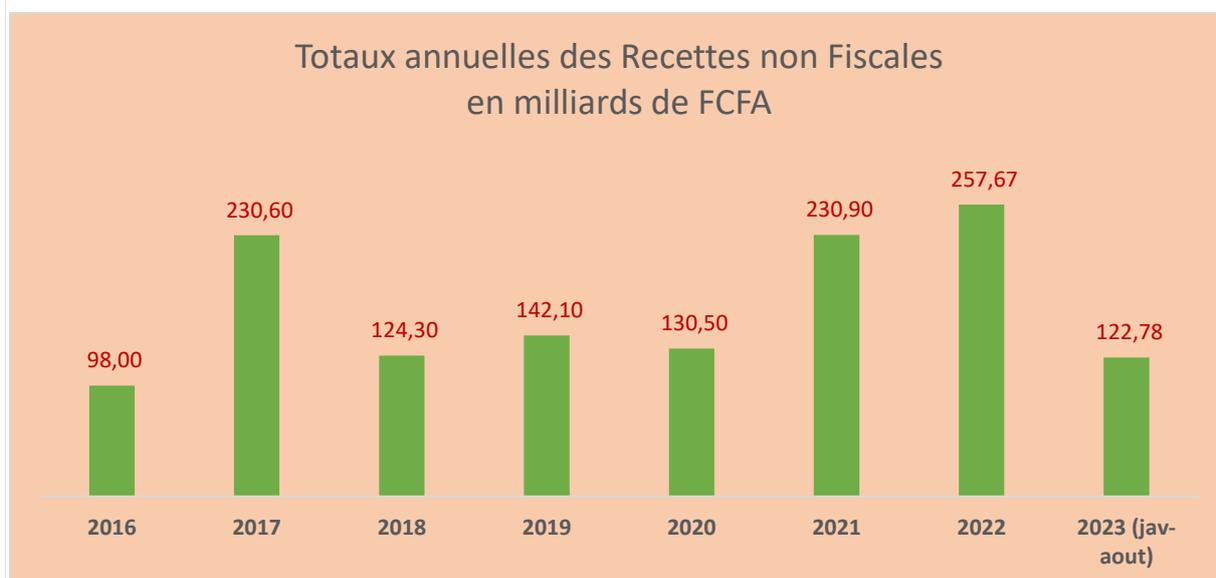
d'être prudent dans la prise en compte de recettes non fiscales sujettes à de fortes fluctuations.

4. Les Revenus du domaine

Quant aux revenus du domaine, ils correspondent aux revenus perçus sur le patrimoine de l'État. Leur progression sur la période peut s'expliquer par une politique dynamique de valorisation et d'optimisation des actifs publics, via des cessions, locations ou concessions. Toutefois, leur recul en 2023 révèle peut-être un ralentissement conjoncturel des activités économiques affectant ces revenus.

5. Totaux annuelles des Recettes non Fiscales

Les recettes non fiscales du Sénégal ont connu une évolution en dents de scie sur la période 2016-2023. En 2016, le total de ces recettes s'élevait à 98 milliards de FCA. Ce montant a presque doublé à 230,6 milliards en 2017, avant de chuter de moitié à 124,3 milliards en 2018. On observe ensuite une remontée à 142,1 milliards en 2019, puis une relative stabilité autour de 130 milliards en 2020. L'année 2021 marque un nouveau bond à 230,9 milliards, niveau record sur la période. En 2022, le total atteint 257,67 milliards. Cependant, sur les 8 premiers mois de 2023, les recettes non fiscales redescendent à 122,78 milliards, en net recul par rapport aux années précédentes.



Au total, ces recettes affichent une tendance haussière entre 2016 et 2022, même si des fluctuations interannuelles importantes sont constatées. La forte baisse observée début 2023 mérite d'être confirmée sur l'ensemble de l'année. Dans tous les cas, ces montants traduisent le poids croissant des recettes non fiscales dans les ressources de l'État, d'où l'enjeu de leur bonne gestion.

Finalement, l'évolution des recettes non fiscales reflète à la fois des éléments structurels liés aux politiques publiques, mais également des facteurs conjoncturels qu'il conviendra d'analyser plus en détails. Leur poids dans les ressources de l'État en fait un enjeu budgétaire majeur.

A-Effets sur l'économie

Les tendances des recettes non fiscales du Sénégal indiquent plusieurs effets économiques potentiellement négatifs qui méritent une attention particulière. L'irrégularité des "Autres recettes non fiscales" et "Autres reversements" suggère une dépendance à des sources de revenus potentiellement instables. Ceci pourrait introduire une incertitude budgétaire, compliquant la planification à long terme et la mise en œuvre de projets d'infrastructure essentiels. Une telle volatilité financière peut dissuader l'investissement en affectant la prévisibilité de l'environnement économique du Sénégal.

La croissance soutenue des "Dividendes et produits financiers" et des "Revenus du domaine" reflète une dépendance à des sources de revenus qui, bien que bénéfiques, peuvent aussi signifier une concentration des actifs étatiques dans des domaines spécifiques. Cela peut être préjudiciable si elle s'accompagne d'une moindre diversification des investissements publics, pouvant mener à des vulnérabilités sectorielles en cas de chocs économiques ciblés.

D'autre part, la baisse observée dans les "Revenus du domaine" en 2023 pourrait indiquer un ralentissement de l'activité dans certains secteurs ou une gestion moins rentable des actifs étatiques. Cela pourrait signaler une réduction des revenus futurs pour l'État, affectant ainsi sa capacité à financer des services publics et à investir dans le développement social et économique.

En outre, une trop grande dépendance aux recettes non fiscales peut masquer des faiblesses structurelles dans le système fiscal sénégalais. Si ces revenus non fiscaux étaient à diminuer de manière significative, cela pourrait révéler un manque de robustesse dans la collecte des impôts et nécessiter des réformes fiscales potentiellement impopulaires pour combler le déficit.

Enfin, l'impact des recettes non fiscales sur l'équité économique ne doit pas être sous-estimé. Si ces revenus proviennent de rentes liées aux ressources naturelles ou aux actifs de l'État, ils peuvent ne pas contribuer à une redistribution équitable de la richesse. Cela pourrait exacerber les inégalités et limiter les bénéfices économiques à une petite élite, plutôt que de les partager plus largement pour soutenir une croissance inclusive.

B-Solutions Proposées

Pour stabiliser les recettes non fiscales et atténuer les risques associés à leur volatilité, il est essentiel d'élargir la base des actifs générant des revenus pour le Sénégal. Cela implique d'investir dans une diversité d'actifs publics qui peuvent fournir des rendements stables et prévisibles sur le long terme. La diversification des investissements peut inclure des secteurs tels que les énergies renouvelables, le tourisme et la technologie, réduisant ainsi la dépendance à des sources uniques et volatiles de revenus.

La mise en place de fonds souverains ou de réserves financières dédiées pourrait également aider à gérer l'instabilité des recettes non fiscales. Ces fonds, alimentés pendant les périodes d'excédent, peuvent fournir un tampon financier lors des fluctuations des recettes, assurant ainsi la continuité des services publics et la mise en œuvre des programmes de développement sans perturbation majeure.

Pour les "Autres reversements" et les recettes exceptionnelles, il serait prudent de développer des stratégies de gestion des risques, telles que des clauses contractuelles dans les accords de partenariat public-privé, qui minimisent l'impact de leur irrégularité. Il convient d'établir des mécanismes de suivi et de révision périodique pour s'assurer que ces accords restent bénéfiques et que les conditions demeurent adaptées aux objectifs économiques du pays.

Il est également important de renforcer le système fiscal pour qu'il soit moins dépendant des recettes non fiscales. Cela peut être réalisé par une meilleure administration fiscale, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'introduction de réformes fiscales visant à optimiser les recettes sans entraver la croissance économique. Un système fiscal robuste et équitable peut améliorer la collecte des recettes et garantir une distribution plus équilibrée de la charge fiscale.

Enfin, il est crucial de mettre en place des politiques visant à garantir que les recettes non fiscales bénéficient à l'ensemble de la société. Cela peut inclure des investissements dans des programmes de protection sociale, d'éducation et de santé qui favorisent l'équité et la cohésion sociale. Ainsi, non seulement les recettes sont stabilisées, mais elles contribuent également à l'objectif ultime de tout système fiscal : améliorer le bien-être de tous les citoyens.

Macodou Ndione (MONCAP)- SDPS